

COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG AU CCP  
48<sup>E</sup> RÉUNION VIRTUELLE DU CONSEIL DE  
COORDINATION DU PROGRAMME  
DE L'ONUSIDA (CCP)



29 JUIN-2 JUILLET, 2021

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Ordre du jour 1.3: Rapport de la Directrice Exécutive	5
Ordre du jour 1.4: Rapport du Président du COC	6
Ordre du jour 3: Rapports de Contrôle Organisationnel	7
Ordre du Jour 4: Cadre Unifié de Budget, de Résultats et de Responsabilisation (UBRAF) 2016-2021	8
Ordre du jour 7: Déclaration du Représentant de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA (USSA)	9
Ordre du jour 8: Le suivi du débat thématique de la 47 <sup>e</sup> Réunion du CCP	10
Ordre du jour 9: Actualisation sur la mise en œuvre de la riposte au VIH pour les populations migrantes et mobiles	11
Ordre du jour 10: Débat thématique: COVID-19 et VIH: maintenir les acquis en matière de VIH et promouvoir des ripostes meilleures et plus justes au VIH	12

## Introduction

*Alexander Pastoors, Délégué pour l'Europe*

La 48<sup>e</sup> Réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP)<sup>1</sup>, tenue entre le 29 juin et le 2 juillet, était la quatrième réunion virtuelle du CCP (y compris la session extraordinaire de 2 jours en mars 2021) en raison des défis actuels de la crise du COVID-19. La réunion du CCP en juin se concentre traditionnellement sur la gestion interne, l'essentiel de l'ordre du jour étant remplie de rapports de contrôle sur l'exécution du Programme Commun et de la gestion, ainsi que d'états financiers. Cette fois-ci, il y avait aussi d'autres sujets importants, tels que l'avant-projet du prochain Cadre Unifié de Budget, Résultats et Responsabilisation (UBRAF). Cela a été programmé juste après la Réunion de Haut Niveau sur le VIH et le SIDA qui s'est tenue du 8 au 10 juin dernier au siège des Nations Unies à New York.



La réunion a été présidée par la Namibie, en utilisant la plate-forme Zoom avec interprétation disponible dans les six langues officielles de l'ONU. Compte tenu de l'expérience avec les réunions virtuelles, la 48<sup>e</sup> réunion du CCP a également été réduite à trois demi-jours suivis d'une journée supplémentaire pour le Débat Thématique. La réunion a été précédée de quatre pré-réunions thématiques du 15 au 22 juin, avec une journée supplémentaire pour consulter et discuter de tous les points de décision le 25 juin, ainsi que des salles de rédaction virtuelles tenues les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet.

Le format de la réunion virtuelle du CCP a continué de poser des défis et de présenter des inégalités à la participation, en particulier pour la délégation des ONG et les

---

<sup>1</sup> Des documents relatifs à la 48<sup>e</sup> Réunion du CCP peuvent être trouvés à <https://www.unaids.org/en/whoweare/pcb/48>

observateurs de la SC. Cela s'est avéré si difficile dans un climat politique changeant où, en l'absence de lobbying et de consultations en personne avec les délégations des États membres, il est devenu presque impossible de trouver un consensus. La tendance à essayer d'effacer les populations clés et vulnérables ainsi que les preuves scientifiques de toute mention dans les documents officiels a débuté en mars dernier lors des négociations sur les points de décision accompagnant l'adoption de la Nouvelle Stratégie Mondiale de lutte contre le sida et a été propulsée à un niveau sans précédent de sabotage diplomatique par des États membres aux régimes autocratiques. L'adoption infructueuse du rapport de la session extraordinaire de mars, le premier jour de la réunion, s'est avérée être un prélude pour le reste de la réunion du CCP, où ces actes de sabotage diplomatiques comme ceux affichés pendant la réunion de haut niveau se sont poursuivis. Dans le dernier jour de la réunion, pour la première fois dans l'histoire du Programme Conjoint, les membres du CCP ont dû voter pour adopter le rapport de la réunion précédente du CCP.

Nous trouvons extrêmement gênant de voir un forum technique tel que le CCP être soumis à des jeux politiques qui, en fin de compte, blessent et marginalisent les personnes mêmes dont l'ONUSIDA a le plus besoin pour servir. En tant que les communautés les plus affectées par l'épidémie de VIH, nous resterons plus que jamais vigilants.

## Ordre du jour 1.3: Rapport de la Directrice Exécutive

*Dr. Karen Badalyan, Déléguée pour l'Europe*



Dans son rapport à la 48<sup>e</sup> réunion du CCP, la Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, a mentionné l'impact profond de la COVID-19 sur chacun des domaines prioritaires du VIH / SIDA. Le rapport de Winnie est un appel urgent à l'action pour s'attaquer aux inégalités

aiguës et intersectorielles qui entravent les progrès et pour placer les communautés au premier plan de la riposte au VIH. Elle a également souligné les changements dans les lois, les politiques, les normes sociales et les services qui sont nécessaires pour nous remettre sur la bonne voie pour mettre fin au SIDA en tant que menace pour la santé publique jusqu'à 2030.

Lors des réunions précédentes du CCP, la Délégation des ONG du CCP a souligné l'importance de la collecte et de l'analyse de données granulaires et en temps réel pour améliorer l'efficacité et l'impact des réponses du système de santé. Dans notre [intervention](#), nous avons également mentionné que la volonté politique efficace et soutenue est essentielle au succès des ripostes au VIH/SIDA. Dans ce rapport, les efforts de Winnie visant à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte en renforçant la collecte de données granulaires, y compris des estimations infranationales dans plus de pays.

De petites mais importantes mesures sont également en train d'être prises en vue d'inclure des approches non binaires et plus sensibles aux sexospécificités dans les travaux de l'ONUSIDA, comme par exemple dans l'élaboration d'indicateurs, le ciblage des interventions et des rapports. La délégation des ONG du CCP apprécie le rapport de l'ED pour avoir mentionné ces approches et cette philosophie dans la vision globale de l'ONUSIDA.

## **Ordre du jour 1.4: Rapport du Président du COC**

*Jonathan Gunthorp, Délégué pour l'Afrique*

La discussion autour du rapport du COC a reconnu les 25ans de contribution des coparrainants au Programme Conjoint, mais peut-être n'a-t-elle pas suffisamment pris en compte les faiblesses ou les échecs de cette période. L'incapacité collective des Nations Unies à obtenir des services et des droits fondamentalement nécessaires pour les communautés clés dans de nombreuses régions du monde nécessite autant de réflexion et d'attention que les victoires substantielles qui ont été remportées. Il a particulièrement besoin de cette réflexion maintenant, car une minorité importante d'États membres canalise des ressources importantes pour repousser les droits acquis et nier dans les forums multilatéraux que les populations clés ont besoin de droits ou de services, ou qu'ils existent même. La confluence d'une nouvelle Stratégie Mondiale contre le sida, la Déclaration Politique de 2021 de la HLM et l'effort concerté d'un petit nombre d'États membres furieux pour introduire une nouvelle guerre froide dans le système des Nations Unies, signifie presque certainement une nouvelle ère dans la réponse mondiale qui nécessitera de nouvelles tactiques de la part des coparrainants. La société civile essaiera de trouver un financement plus intelligent, des tactiques plus audacieuses et un plaidoyer plus courageux pour les droits par les coparrainants au niveau des pays.



Dans un autre ordre d'idées, compte tenu de la diversité croissante et du rôle des personnes en mouvement dans la riposte mondiale au VIH, la délégation des ONG a introduit la nécessité d'envisager de faire pression sur l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour qu'elle postule comme coparrainant de l'ONUSIDA.

### **Ordre du jour 3: Rapports de Contrôle Organisationnel**

*Alexander Pastoors, Délégué pour l'Europe*



Au point 3 de l'ordre du jour, trois rapports de surveillance organisationnelle ont été présentés et ont fait l'objet de discussions. Les rapports des vérificateurs internes et externes sont des points permanents qui sont portés à l'attention de chaque réunion du CCP en juin. Outre ces rapports, le premier rapport du bureau de la déontologie a été examiné, comme l'avait demandé le CCP à l'occasion de sa 45<sup>e</sup> réunion.

Bien que les rapports des vérificateurs externes et internes se concentrent principalement sur les paramètres financiers de l'ONUSIDA, les deux rapports ont mis en évidence des préoccupations concernant le faible niveau de confiance entre le personnel et la haute direction. Cela a été réaffirmé dans le premier rapport du bureau de la déontologie.

La délégation des ONG a reconnu que, malgré un faible niveau de confiance au sein du Secrétariat, des mesures importantes avaient également été prises pour transformer l'organisation en un lieu de travail exempt de harcèlement et d'abus de pouvoir. Mais les changements culturels prennent du temps.

La Délégation des ONG a exhorté la direction à prendre au sérieux les résultats de l'enquête mondiale sur le personnel ainsi que ceux de l'Association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA et à redoubler d'efforts pour faire de l'ONUSIDA un lieu de travail sûr pour l'ensemble de son personnel dans toute sa diversité.

## **Ordre du jour 4: Cadre Unifié de Budget, de Résultats et de Responsabilisation (UBRAF) 2016-2021**

*Charanjit Sharma, Délégué pour l'Asie et Pacifique*



Les réunions du CCP de juin discutent des rapports du Cadre Unifié de Budget, Résultats et Responsabilisation (UBRAF) qui comprennent les rapports de performance et les rapports financiers. L'UBRAF est le mécanisme de suivi des progrès de la mise en œuvre des travaux du Programme Conjoint. Les rapports de performance comprennent des rapports régionaux et nationaux

sur les engagements accélérés, les réalisations liées aux huit domaines de résultats de la stratégie et le rapport sur les indicateurs (couvrant la stratégie précédente 2016-2021), et le rapport organisationnel impliquant les 11 coparrainants du Programme Conjoint. Les rapports reflétaient l'impact critique de la COVID-19 sur la riposte mondiale au VIH en 2020 et la manière dont les équipes régionales et de pays ont réagi dans le contexte de la pandémie.

Avec un nouveau UBRAF en cours d'élaboration conformément à la nouvelle Stratégie Mondiale de lutte contre le SIDA, la Délégation des ONG reste ferme dans son plaidoyer pour que le Programme Conjoint ne perde pas de vue le rôle central auquel les personnes vivant avec le VIH et les populations clés sont confrontées, en particulier dans le contexte de priorités et de ressources mondiales concurrentes en matière de santé. Étant donné que de nombreux pays se tournent vers le financement intérieur, nous notons qu'une grande partie de ce financement est assortie de restrictions, notamment pour les activités sociales habilitantes, la défense des droits de l'homme et les activités d'approches non binaires/sensibles aux sexospécificités. Ces circonstances indiquent clairement que les espaces de la société civile se rétrécissent et, plus important encore, que le financement des interventions menées par les communautés diminue. Nous saluons les efforts du Secrétariat de l'ONUSIDA, des coparrainants et des structures sanitaires nationales dans la réponse d'urgence à la COVID-19. Nous exhortons l'ONUSIDA à s'attaquer aux deux pandémies avec la même importance et la même allocation de ressources en n'oubliant pas de placer les communautés au centre de la réponse.



## **Ordre du jour 7: Déclaration du Représentant de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA (USSA)**

*Andrew Spieldenner, Délégué pour l'Amérique du Nord*

La Déclaration de l'Association du Personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA) est devenue un élément plus central des réunions du CCP. Au cours des années précédentes, les déclarations de l'USSA ont soulevé le drapeau sur les problèmes internes auxquels le personnel est confronté, ainsi que d'alerter le CCP sur le harcèlement sexuel grave et l'intimidation qui se produisent dans l'organisation. Avec la nouvelle direction en 2020, la Délégation des ONG attendait avec impatience un meilleur lieu de travail pour nos collègues de l'ONUSIDA. Bien que le rapport de la 48<sup>e</sup> réunion du CCP ait montré que certains éléments se sont améliorés, il subsiste un manque de confiance et une crainte de représailles entre la haute direction et le personnel. Le personnel se sentait incertain de son emploi et a déclaré être stressé. Nous reconnaissons que cette situation est courante pendant la pandémie de COVID, que nous vivons tous un déséquilibre entre la vie et le travail, que la plupart de nos organisations sont sur un terrain incertain.



La Délégation des ONG reconnaît l'USSA comme la voix représentative du personnel. Dans notre [intervention](#), nous avons demandé plus de transparence et un engagement respectueux entre la direction et le personnel. De plus, nous voulions en savoir plus sur les types de harcèlement qui continuent d'être vécus à mesure que les données étaient regroupées, ainsi que sur les résultats d'enquêtes antérieures.

## Ordre du jour 8: Le suivi du débat thématique de la 47<sup>e</sup> Réunion du CCP

*Violeta Ross, Déléguée pour l'Amérique Latine et les Caraïbes*



Le travail de la Délégation a commencé par notre participation au Débat thématique (*Cancer du col de l'utérus et VIH – traiter des liens et des inégalités communes pour sauver la vie des femmes*) lors de la 47<sup>e</sup> session Réunion du CCP, au cours de laquelle nous avons fortement défendu les besoins des femmes vivant avec le VIH dans toute notre diversité. Nous avons également signalé les besoins des hommes transgenres qui pourraient être touchés par le cancer du col de

l'utérus et le VIH.

Notre [intervention](#) lors de cette réunion du CCP a accueilli favorablement le rapport et s'est concentré sur les inégalités qui entourent les femmes et les intersections entre le VIH et le cancer du col de l'utérus. Nous avons demandé instamment que les politiques deviennent réelles, pertinentes et accessibles pour les femmes grâce à des programmes dirigés par les communautés et en particulier par les femmes. Ce point de l'ordre du jour rappelle les domaines qui restent sans surveillance dans la programmation des politiques sur le VIH.

Les points de décision découlant de la réunion que nous avons considéré importants étaient: l'autonomisation et les investissements pour les programmes de vaccination contre le virus du papillome humain, le dépistage, le traitement, et la prévention du cancer du col de l'utérus grâce à des services fournis par différents types de responsables de la mise en œuvre, y compris ceux dirigés par les communautés; l'intensification de l'orientation technique pour les pays; et l'intégration aux services de santé primaires.

## **Ordre du jour 9: Actualisation sur la mise en œuvre de la riposte au VIH pour les populations migrantes et mobiles**

*Violeta Ross, Déléguée pour l'Amérique Latine et les Caraïbes*

Cette actualisation est le résultat du 43<sup>e</sup> rapport des ONG au CCP, intitulé "Les gens en mouvement, clé pour mettre fin au SIDA". Il était complet et détaillé sur plusieurs programmes parmi les coparrainants, mais il a montré l'absence d'une approche intégrée pour le VIH, la mobilité et la migration. Des années d'expérience en matière d'élaboration de politiques sur le VIH au niveau mondial nous ont appris que les questions qui ne font pas l'objet de solutions spécifiques de la part des entités responsables ne sont souvent plus à l'ordre du jour. Pourtant, notre



intervention demandant au CCP d'explorer la création d'une plate-forme internationale pour mettre en avant l'importance du VIH, de la mobilité et de la migration n'a pas été acceptée.

Lors de la pré-réunion du CCP, nous avons posé une question ouverte sur les raisons pour lesquelles l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) n'est pas Coparrainante de l'ONUSIDA, étant donné que cette institution de 69 ans est devenue une agence liée aux Nations Unies en 2016. Nous comprenons les processus et les protocoles bureaucratiques concernant les agences des Nations Unies qui deviennent des coparrainants, mais nous sommes préoccupés par le fait qu'une agence des Nations Unies ayant un mandat important en matière de migration et de mobilité ne le soit pas.

La Délégation des ONG continuera de soulever des questions liées à la vulnérabilité accrue des migrants et des populations mobiles et à ses intersections, aux limites de la souveraineté nationale et aux multiples violations des droits de l'homme dans le contexte de la migration, de la mobilité et du VIH.

## Ordre du jour 10: Débat thématique

*Iwatutu Joyce Adewole, Déléguée pour l'Afrique*



Le Débat Thématique de la 48<sup>e</sup> Réunion du CCP, "COVID-19 et VIH: pérenniser les acquis en matière de VIH et promouvoir des ripostes meilleures et plus justes au VIH" était opportun à la lumière de la crise continue de la COVID-19. La conférence s'est ouverte sur un puissant discours de Naina Khanna, Codirectrice Exécutive du Positive Women's Network USA, qui a plaidé en faveur d'une prise en charge de la réponse par les communautés, compte tenu de l'échec du leadership politique et des inégalités sociales et économiques. La session a mis en évidence l'impact de la

COVID-19 sur la riposte au VIH, non seulement sur les réductions de financement, mais aussi sur l'inversion des progrès déjà réalisés. De nombreuses communautés de populations clés ont vu leur vie fortement perturbée, notamment par des décès injustifiés. Les principaux problèmes mis en évidence dans de nombreux pays se situaient dans le contexte de la criminalisation du VIH et de l'intersection de la santé publique et du maintien de l'ordre, la pandémie exacerbant le maintien de l'ordre dans les communautés et les populations clés. Des personnes vivant avec le VIH sont exposées à un risque plus élevé de maladie grave et de décès, mais la grande majorité d'entre elles se voient refuser l'accès aux vaccins COVID-19.

Dans l' [intervention](#) fait par la Délégation des ONG, nous avons souligné la nécessité de maintenir le financement et de lutter contre les inégalités en tant qu'éléments croisés de la riposte à la COVID-19 et au VIH. Nous avons également demandé instamment des réponses qui mettent l'accent sur la santé publique, les droits et les approches communautaires. La délégation sera engagée dans la prochaine 49<sup>e</sup> Réunion du CCP pour s'assurer que les points de décision découlant du Débat Thématique reflètent les perspectives et répondent aux besoins des personnes vivant avec le VIH, des populations clés, et d'autres communautés marginalisées.